

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 58-1. — Verslag, nr. 58-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 januari 2015.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET LA  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE RELATIF A LA GESTION DE LA SURVEILLANCE ELECTRONIQUE

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, III, rétabli par la loi spéciale du 6 janvier 2014, l'article 6, § 3bis, 4<sup>o</sup>, remplacé par la loi spéciale du 6 janvier 2014 et 92bis, § 4undecies, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, § 2, modifié par la loi du 20 mars 2007;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'article 47/10, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'accord de coopération du 17 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'exercice des missions des Maisons de justice;

Considérant que l'organisation, le fonctionnement et les missions du service compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique ont été attribués aux communautés;

Considérant que cette compétence est transférée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014;

Considérant que les moyens en personnel, les moyens budgétaires et les moyens logistiques sont transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2015;

Considérant que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015 cette compétence est exercée par le Centre national de surveillance électronique;

Considérant que l'exercice conjoint de certains aspects de cette compétence à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 constitue une plus-value pour les communautés;

La Communauté flamande,

représentée par le Gouvernement Flamand, en la personne de son Ministre-Président et le ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

La Communauté française,

représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de son Ministre-Président et le ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles;

La Communauté germanophone,

représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de son Ministre-Président et le ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires Sociales;

Conviennent ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Définitions

Dans le présent accord de coopération, on entend par :

1<sup>o</sup> les parties : les parties au présent accord de coopération;

2<sup>o</sup> surveillance électronique : la surveillance électronique définie dans :

a. la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

b. la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

c. la loi du 7 février 2014 instaurant la surveillance électronique comme peine autonome;

d. la loi du 5 mai 2014 relatif à l'internement des personnes.

3<sup>o</sup> la CIMJ : la Conférence Interministérielle pour les Maisons de Justice visée à l'article 2 de l'accord de coopération du 17 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'exercice des missions des maisons de justice.

Article 2. — Objet de l'accord

L'objet du présent accord est la compétence des communautés relative à la mise en œuvre et au suivi de la surveillance électronique, transférée le 1<sup>er</sup> juillet 2014 aux communautés par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, III, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat.

Cet accord vise à permettre et à stimuler la collaboration entre les communautés en vue d'une gestion efficace de la surveillance électronique.

#### Article 3. — Gestion autonome

Chaque communauté est responsable sur le fond et sur le plan financier de l'exercice de ses compétences en matière de surveillance électronique.

Chaque communauté mène sa propre politique stratégique et opérationnelle et détermine de manière autonome comment s'effectuent la mise en œuvre, le suivi et le financement de la surveillance électronique.

Si la Communauté germanophone n'érige pas de service opérationnel propre, elle fait appel, pour la mise en œuvre de la surveillance électronique, à la capacité de la Communauté flamande et/ou française, au moyen d'accords bilatéraux conclus à cet effet, tenant compte des dispositions du présent accord et sans préjudice de ce qui est prévu à l'alinéa 2.

#### Article 4. — Coopération

§ 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, les communautés exercent leurs compétences en matière de surveillance électronique de manière coordonnée en vue d'atteindre les objectifs suivants :

1. une mise en œuvre et un suivi coordonnés de la surveillance électronique, conformément aux principes du Conseil de l'Europe;
2. une assistance mutuelle dans l'exécution de la surveillance électronique, sur la base de la réciprocité;
3. la réalisation d'une plus-value au travers de la coopération logistique et technique, entre autres pour l'achat ou la location et la gestion du dispositif intégré de surveillance électronique et de l'ICT.

§ 2. Chaque communauté s'engage à créer un service de concertation et de coopération en matière de surveillance électronique. Ce service a au moins pour tâches de :

1. préparer, coordonner et mettre en œuvre la coopération visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, conformément aux décisions du Collège des Fonctionnaires Dirigeants, visé à l'article 5;
2. consulter périodiquement les services de concertation et de coopération en matière de surveillance électronique des autres communautés;
3. signaler au Collège des Fonctionnaires Dirigeants les problèmes liés à la coopération.

§ 3. Si les coûts associés à la coopération sont attribuables à une des communautés, la communauté concernée les prend en charge.

Si les coûts associés à la coopération ne sont pas attribuables à une des communautés, ils seront portés par la Communauté germanophone à hauteur de 0,58 %, par la Communauté française à hauteur de 49,71 % et de 49,71 % par la Communauté Flamande, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Le Collège des Fonctionnaires Dirigeants détermine quels sont les coûts attribuables à une communauté.

#### Article 5. — Collège des Fonctionnaires Dirigeants

§ 1<sup>er</sup>. Les parties instituent un Collège des Fonctionnaires Dirigeants composé :

1. du fonctionnaire dirigeant de la Communauté flamande compétent pour les maisons de justice;
2. du fonctionnaire dirigeant de la Communauté française compétent pour les maisons de justice;
3. du fonctionnaire dirigeant de la Communauté germanophone compétent pour les maisons de justice.

Les parties désignent pour chaque membre un suppléant qui remplace le membre en son absence.

Les membres du Collège des Fonctionnaires Dirigeants assurent à tour de rôle la présidence chaque fois pour une période d'un an.

Le Collège des Fonctionnaires Dirigeants se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'un de ses membres en fait la demande.

§ 2. Le Collège des Fonctionnaires Dirigeants assure les missions suivantes :

1. conclure des accords stratégiques et opérationnels dans le cadre de la coopération visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>;
2. valider les propositions des Services de concertation et de coopération en matière de surveillance électronique, visés à l'article 4, § 2;
3. signaler les problèmes aux ministres compétents des parties, le cas échéant en vue de les soumettre à la CIMJ;
4. déterminer les coûts mentionnés dans l'article 4, § 3, attribuable à une communauté.

#### Article 6. — Disposition abrogatoire

L'accord de coopération du 13 novembre 2014 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone relatif à la gestion de la surveillance électronique est abrogé.

Article 7. — Entrée en vigueur

Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Ainsi fait à Bruxelles le 10 décembre 2014 en trois exemplaires originaux, en français, en néerlandais et en allemand, chacune des parties recevant un exemplaire.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

Le ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,  
O. PAASCH

Le ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires Sociales,  
A. ANTONIADIS

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, DE FRANSE GEMEENSCHAP EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BETREFFENDE HET BEHEER VAN HET ELEKTRONISCH TOEZICHT

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, III, hersteld bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, artikel 6, § 3bis, 4<sup>o</sup>, vervangen bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 en artikel 92bis, § 4undecies, ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, § 2, gewijzigd bij de wet van 20 maart 2007;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 47/10, ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 17 december 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de uitoefening van de bevoegdheden van de Justitiehuisen;

Overwegende dat de organisatie, de werking en de opdrachten van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht verzekert, zijn toegewezen aan de gemeenschappen;

Overwegende dat die bevoegdheid is overgegaan met ingang van 1 juli 2014;

Overwegende dat de personele, budgettaire en logistieke middelen overgaan op 1 januari 2015;

Overwegende dat tot 1 januari 2015 die bevoegdheid door het Nationaal centrum voor elektronisch toezicht wordt uitgeoefend;

Overwegende dat de gezamenlijke uitoefening van bepaalde aspecten van deze bevoegdheid vanaf 1 januari 2015 een meerwaarde biedt voor de gemeenschappen;

De Vlaamse Gemeenschap,

vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van haar minister-president en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

De Franse Gemeenschap,

vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering in de persoon van haar minister-president en de minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel;

De Duitstalige Gemeenschap,

vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in de persoon van haar minister-president en de minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

Komen het volgende overeen :

Artikel 1. — Definities

In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de partijen : de partijen bij dit samenwerkingsakkoord;

2<sup>o</sup> elektronisch toezicht : het elektronisch toezicht zoals omschreven in :

a. de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

b. de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

c. de wet van 7 februari 2014 tot invoering van het elektronisch toezicht als autonome straf;

d. de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen.

3<sup>o</sup> IMCJH : de Interministeriële Conferentie voor de Justitiehuisen, vermeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 17 december 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de uitoefening van de opdrachten van de Justitiehuisen.

#### Artikel 2. — Voorwerp van het akkoord.

Het voorwerp van het huidig akkoord is de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht, zoals dit op 1 juli 2014 aan de gemeenschappen is overgedragen door artikel 5, § 1, III, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming.

Dit akkoord strekt ertoe samenwerking tussen de gemeenschappen mogelijk te maken en te bevorderen met het oog op een doeltreffend beheer van het elektronisch toezicht.

#### Artikel 3. — Autonoom beheer

Elke gemeenschap is inhoudelijk en financieel verantwoordelijk voor de uitoefening van haar bevoegdheden inzake elektronisch toezicht.

Elke gemeenschap voert een eigen strategisch en operationeel beleid en bepaalt autonoom hoe het elektronisch toezicht wordt uitgewerkt, opgevolgd en gefinancierd.

Als de Duitstalige gemeenschap geen eigen operationele dienst opricht, doet zij voor de tenuitvoerlegging van het elektronisch toezicht een beroep op de capaciteit van de Vlaamse Gemeenschap en/of de Franse Gemeenschap door middel van het afsluiten van bilaterale overeenkomsten, met in achtneming van de bepalingen van huidig akkoord en met behoud van de toepassing van hetgeen bepaald is in het tweede lid.

#### Artikel 4. — Samenwerking

§ 1. Overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, oefenen de gemeenschappen hun eigen bevoegdheden inzake elektronisch toezicht op gecoördineerde wijze uit met het oog op de verwezenlijking van de volgende doelen :

1. een gecoördineerde tenuitvoerlegging en opvolging van het elektronisch toezicht, in overeenstemming met de principes van de Raad van Europa;
2. het bieden van onderlinge bijstand bij de uitvoering van het elektronisch toezicht, op basis van wederkerigheid;
3. het realiseren van een meerwaarde door logistieke en technische samenwerking, onder andere voor de aankoop of de huur en het beheer van de geïntegreerde apparatuur van het elektronisch toezicht en de ICT.

§ 2. Elke gemeenschap verbindt er zich toe om een dienst voor overleg en samenwerking inzake elektronisch toezicht op te richten. Die dienst heeft minstens de volgende opdrachten :

1. de samenwerking vermeld in paragraaf 1 voorbereiden, coördineren en ten uitvoer brengen, overeenkomstig de beslissingen van het College van Leidende Ambtenaren, vermeld in artikel 5;
2. periodiek overleggen met de diensten voor overleg en samenwerking inzake het elektronisch toezicht van de andere gemeenschappen;
3. problemen in verband met de samenwerking melden aan het College van Leidende Ambtenaren.

§ 3. Als de kosten verbonden aan de samenwerking toewijsbaar zijn aan één van de gemeenschappen, worden ze gedragen door de betreffende gemeenschap.

Als de kosten verbonden aan de samenwerking niet toewijsbaar zijn aan één van de gemeenschappen, wordt 0,58 % van die kosten gedragen door de Duitstalige Gemeenschap, 49,71 % door de Franse Gemeenschap en 49,71 % door de Vlaamse Gemeenschap, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Het College van Leidende Ambtenaren bepaalt welke kosten toewijsbaar zijn.

#### Artikel 5. — College van Leidende Ambtenaren

§ 1. De partijen richten een College van Leidende Ambtenaren op, dat bestaat uit :

1. de leidende ambtenaar van de Vlaamse Gemeenschap die de bevoegdheden van de justitiehuisen onder zich heeft;
2. de leidende ambtenaar van de Franse Gemeenschap die de bevoegdheden van de Justitiehuisen onder zich heeft;
3. de leidende ambtenaar van de Duitstalige Gemeenschap die de bevoegdheden van de justitiehuisen onder zich heeft.

De partijen wijzen voor elk lid een plaatsvervanger aan die het lid vervangt bij afwezigheid.

De leden van het College van Leidende Ambtenaren nemen om de beurt en voor een periode van één jaar het voorzitterschap waar.

Het College van Leidende Ambtenaren vergadert minstens één keer per jaar en telkens één van de leden daarom verzoekt.

§ 2. Het College van Leidende Ambtenaren heeft volgende opdrachten :

1. strategische en operationele afspraken maken in het kader van de samenwerking vermeld in artikel 4, § 1;
2. voorstellen valideren van de diensten voor overleg en samenwerking inzake elektronisch toezicht, vermeld in artikel 4, § 2;
3. problemen signaleren aan de bevoegde ministers van de partijen, desgevallend met het oog op voorlegging aan de IMCJH;
4. bepalen welke kosten als vermeld in artikel 4, § 3, toewijsbaar zijn aan één gemeenschap.

#### Artikel 6. — Opheffingsbepaling

Het samenwerkingsakkoord van 13 november 2014 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het beheer van het elektronisch toezicht wordt opgeheven.

## Artikel 7. — Inwerkingtreding

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2015.

Aldus opgemaakt te Brussel op 10 december 2014 in drie originele exemplaren, in het Nederlands, het Frans en in het Duits, waarvan iedere partij een exemplaar ontvangt.

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
J. VANDEURZEN

Voor de Franse Gemeenschap :

De minister-president van de Franse Gemeenschapsregering,  
R. DEMOTTE

De minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De minister-president van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
O. PAASCH

De minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS

ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ABGESCHLOSSEN ZWISCHEN DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ÜBER DIE VERWALTUNG DER ELEKTRONISCHEN ÜBERWACHUNG

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, des Artikels 5 § 1 III, wieder aufgenommen durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014, des Artikels 6 § 3bis Nr. 4, ersetzt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014, und des Artikels 92bis § 4undecies, eingefügt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, des Artikels 4 § 2, abgeändert durch das Gesetz vom 20. März 2007;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, des Artikels 47/10, eingefügt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 17. Dezember 2013 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Aufträge der Justizhäuser;

In der Erwägung, dass die Organisation, die Arbeitsweise und die Aufträge des Dienstes, der für die Durchführung und die Weiterverfolgung der elektronischen Überwachung zuständig ist, den Gemeinschaften übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass diese Zuständigkeit zum 1. juli 2014 übertragen worden ist;

In der Erwägung, dass das Personal, die Haushaltsmittel und die logistischen Mittel zum 1. Januar 2015 übertragen werden;

In der Erwägung, dass diese Befugnis bis zum 1. Januar 2015 vom Nationalen Zentrum für elektronische Überwachung ausgeübt wird;

In der Erwägung, dass die gemeinsame Ausübung bestimmter Aspekte dieser Zuständigkeit ab dem 1. Januar 2015 einen Mehrwert für die Gemeinschaften darstellt;

haben

die Flämische Gemeinschaft,

vertreten durch die Flämische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten und des Flämischen Ministers für Wohlstand, Volksgezundheit und Familie,

die Französische Gemeinschaft,

vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten und des Ministers der Jugendhilfe, der Justizhäuser und der Förderung Brüssels,

die Deutschsprachige Gemeinschaft,

vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten und des Ministers für Familie, Gesundheit und Soziales,

Folgendes vereinbart:

Artikel 1 — Begriffsbestimmungen

Im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen versteht man unter:

1. den Parteien: die vorliegende Zusammenarbeitsabkommen unterzeichnenden Parteien,
2. elektronischer Überwachung: die elektronische Überwachung, wie sie definiert ist im:

a) Gesetz vom 17. mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte,

b) Gesetz vom 20. juli 1990 über die Untersuchungshaft,

- c) Gesetz vom 7. Februar 2014 zur Einführung der elektronischen Überwachung als autonome Strafe,
- d) Gesetz vom 5. mai 2014 über die Internierung von Personen.

3. IMKJH: die Interministerielle Konferenz für die Justizhäuser, wie in Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 17. Dezember 2013 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Aufträge der Justizhäuser erwähnt.

#### Artikel 2 — Gegenstand des Abkommens

Gegenstand des vorliegenden Abkommens ist die Gemeinschaftsbefugnis in Bezug auf die Durchführung und die Weiterverfolgung der elektronischen Überwachung, die den Gemeinschaften am 1. juli 2014 durch Artikel 5 § 1 III des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform, übertragen worden ist.

Durch dieses Abkommen soll die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften ermöglicht und gefördert werden im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung der elektronischen Überwachung.

#### Artikel 3 — Autonome Verwaltung

Jede Gemeinschaft ist auf inhaltlicher und finanzieller Ebene verantwortlich für die Ausübung ihrer Befugnisse im Bereich der elektronischen Überwachung.

Jede Gemeinschaft verfolgt ihre eigene strategische und operative Politik und bestimmt autonom, wie die elektronische Überwachung durchgeführt, weiterverfolgt und finanziert wird.

Wenn die Deutschsprachige Gemeinschaft keinen eigenen operativen Dienst einrichtet, kann sie für die Durchführung der elektronischen Überwachung die Kapazität der Flämischen Gemeinschaft und/oder der Französischen Gemeinschaft beanspruchen, indem sie zu diesem Zweck unter Berücksichtigung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens und unbeschadet der in Absatz 2 vorgesehenen Bestimmung, bilaterale Abkommen schließt.

#### Artikel 4 — Zusammenarbeit

§ 1 - Gemäß Artikel 92bis § 1 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen üben die Gemeinschaften ihre Befugnisse im Bereich der elektronischen Überwachung auf koordinierte Weise aus, um die folgenden Ziele zu erreichen:

1. eine koordinierte Durchführung und Weiterverfolgung der elektronischen Überwachung entsprechend den Grundsätzen des Europarates,
2. Amtshilfe bei der Vollstreckung der elektronischen Überwachung auf der Grundlage der Gegenseitigkeit,
3. Schaffung eines Mehrwerts durch die logistische und technische Zusammenarbeit, unter anderem für den Kauf oder die Miete und die Verwaltung des integrierten elektronischen Überwachungssystems und der IKT.

§ 2 - Jede Gemeinschaft verpflichtet sich, einen Dienst für Konzertierung und Zusammenarbeit im Bereich elektronische Überwachung zu schaffen. Dieser Dienst hat mindestens folgende Aufgaben:

1. die in § 1 erwähnte Zusammenarbeit vorbereiten, koordinieren und umsetzen gemäß den Beschlüssen des in Artikel 5 erwähnten Kollegiums der Leitenden Beamten,
2. die Dienste für Konzertierung und Zusammenarbeit im Bereich elektronische Überwachung der anderen Gemeinschaften regelmäßig konsultieren,
3. dem Kollegium der Leitenden Beamten Probleme mit Bezug auf die Zusammenarbeit melden.

§ 3 - Sind die mit der Zusammenarbeit verbundenen Kosten einer der Gemeinschaften zuzuweisen, werden sie von der betreffenden Gemeinschaft übernommen.

Sind die mit der Zusammenarbeit verbundenen Kosten nicht einer der Gemeinschaften zuzuweisen, werden sie von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu 0,58 Prozent, von der Französischen Gemeinschaft zu 49,71 Prozent und von der Flämischen Gemeinschaft zu 49,71 Prozent getragen, es sei denn, die Parteien vereinbaren etwas anderes.

Das Kollegium der Leitenden Beamten bestimmt, welche Kosten einer Gemeinschaft zugewiesen werden können.

#### Artikel 5 — Kollegium der Leitenden Beamten

§ 1 - Die Parteien setzen ein Kollegium der Leitenden Beamten ein, das sich zusammensetzt aus:

1. dem leitenden Beamten der Flämischen Gemeinschaft, der für die Justizhäuser zuständig ist,
2. dem leitenden Beamten der Französischen Gemeinschaft, der für die Justizhäuser zuständig ist,
3. dem leitenden Beamten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der für die Justizhäuser zuständig ist.

Die Parteien bestimmen für jedes Mitglied einen Stellvertreter, der das Mitglied bei Abwesenheit ersetzt.

Die Mitglieder des Kollegiums der Leitenden Beamten führen den Vorsitz turnusmäßig jeweils für den Zeitraum von einem Jahr.

Das Kollegium der Leitenden Beamten versammelt sich mindestens einmal jährlich und jedes Mal, wenn eines seiner Mitglieder darum ersucht.

§ 2 - Das Kollegium der Leitenden Beamten nimmt folgende Aufträge wahr:

1. strategische und operative Abkommen schließen im Rahmen der in Artikel 4 § 1 erwähnten Zusammenarbeit,
2. die Vorschläge der in Artikel 4 § 2 erwähnten Dienste für Konzertierung und Zusammenarbeit im Bereich elektronische Überwachung für gültig erklären,
3. den zuständigen Ministern der Parteien Probleme mitteilen, um sie gegebenenfalls der IMKJH vorzulegen,
4. die in Artikel 4 § 3 erwähnten Kosten bestimmen, die einer Gemeinschaft zuzuweisen sind.

## Artikel 6 — Aufhebungsbestimmung

Das Zusammenarbeitsabkommen vom 13. november 2014 abgeschlossen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Verwaltung der elektronischen Überwachung ist aufgehoben.

## Artikel 7 — Inkrafttreten

Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Gegeben zu Brüssel, den 10. Dezember 2014, in drei Originalausfertigungen, in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, wobei jede der Parteien ein Exemplar erhält.

Für die Flämische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,  
G. BOURGEOIS

Der Flämische Minister für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie,  
J. VANDEURZEN

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president van de Franse Gemeenschapsregering,  
R. DEMOTTE

De minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitieuizen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De minister-president van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
O. PAASCH

De minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**

[2015/200768]

**26. JANUAR 2015 — Dekret zur Aufhebung des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. April 2010  
zur Festlegung des Statuts der Reiseagenturen und seines Ausführungserlasses (1)**

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Sind aufgehoben:

1. das Dekret der Wallonischen Region vom 22. April 2010 zur Festlegung des Statuts der Reiseagenturen;
2. der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2010 zur Festlegung des Statuts der Reiseagenturen.

**Art. 2** - Vorliegendes Dekret tritt mit Wirkung vom 1. Juli 2014 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 26. Januar 2015

O. PAASCH

Der Ministerpräsident

Frau I. WEYKMANS

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

A. ANTONIADIS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2014-2015*

*Nummerierte Dokumente:* 30 (2014-2015) Nr. 1 Dekretentwurf.

30 (2014-2015) Nr. 2 Bericht.

*Ausführlicher Bericht:* 26. Januar 2015 Nr. 10 Diskussion und Abstimmung.